

Michel RIOU
commissaire-enquêteur

Le 17 février 2022

à

Madame FOUVRY-RENZI
directrice de la sté ALFI-H2E

152 avenue Aristide Briand- CS 80010
92227 Bagneux

LR/AR N°

Objet : Procès-verbal de synthèse

Enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur la modification substantielle des conditions d'exploitation de la station de distribution d'hydrogène rue de la Croix blanche, Commune des LOGES-EN-JOSAS

Enquête n° E21000080/78

Madame la directrice,

Veuillez trouver, ci-après, le PV de Synthèse de l'enquête ci-dessus référencée, conformément à l'article R 123-18 du code de l'environnement qui précise :

« Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles. »

Compte tenu du contexte sanitaire et des distances à parcourir pour tenir une réunion en présentiel, la rencontre avec les pilotes du projet s'est organisée en vidéo le 17 février.

Lors de cette rencontre vidéo, j'ai fait état du déroulement de l'enquête, des observations émises sur les différents supports proposés puis ai exprimé ci-après (sous forme de 4 questions), le souhait de voir documentés dans un mémoire en réponse les problématiques soulevées dans ces observations.

Je me tiens à disposition pour toute précision éventuelle.

Veuillez agréer, madame la directrice, l'assurance de toute ma considération.

Michel RIOU
Commissaire-enquêteur

1. Interventions du public au cours de l'enquête conjointe:

Comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'ouverture 3 permanences ont été tenues pendant l'enquête sur la commune des Loges-en-Josas. Ces permanences ont été quasi-désertes.

2. Observations du Public en mairie.

Une seule visite pendant les permanences et durant l'enquête, celle de M. Mery, habitant des Loges. Sa préoccupation, compte tenu des propriétés de l'hydrogène portait sur les risques potentiels d'explosion.

Le commissaire-enquêteur lui a résumé ce que disait le dossier sur le sujet et l'a orienté vers le volet « études de dangers » de ce dossier qui détaillait les mesures prises et les effets d'accidents potentiels.

Après prise de connaissance des éléments qui l'intéressaient M. Mery n'a pas jugé nécessaire de faire d'observation, ni écrite ni orale.

Les propriétés de l'hydrogène dont les facilités de ce gaz à s'enflammer et à exploser amènent à s'enquérir des mesures de sécurité pour y parer, comme M Mery c'est l'un des chapitres du dossier qui a le plus focalisé mon attention :

L'étude de dangers renseigne sur ce sujet.

On retient principalement

- que les stockages ne sont pas accessibles au public
- que les risques d'explosion des stockages en cas d'incendie sont pris en compte. Le principe dans cette éventualité est d'éviter la montée en pression des bouteilles et autres stockages en ayant équipé ceux-ci de soupapes thermiques pour les bouteilles des semi-remorques ou par surpression pour les stockages, s'ouvrent avec un débit maîtrisé. Dans ces circonstances, ces fuites "volontaires" d'hydrogène qui s'enflamme dans l'incendie, ont une portée limitée décrite dans les plans de l'étude de danger. Ceux-ci montrent que tous les effets thermiques ou explosions à l'air libre sont circonscrits en proximité des installations, elles ne s'approchent pas des limites du site de la station.

Le risque le plus grave serait l'explosion des bouteilles et stocks si les augmentations significatives de pression sous l'effet d'éventuels incendies n'étaient pas évitées par les dispositifs de soupapes dont les spécificités sont je pense bien définies.

Question 1 :

Compte tenu qu'en cas d'incendie, la garantie de protection contre ce danger d'éclatement sous pression repose essentiellement sur ces soupapes, pourriez-vous apporter des précisions sur les niveaux de fiabilité qu'elles présentent dans leur principe de fonctionnement, leur conception, leurs normes, leurs contrôles et éventuellement les retours d'expérience que l'on en connaît ?

3. Observations par courriels à l'adresse indiquée sur l'avis:

Deux courriels, y ont été adressés pendant la durée de l'enquête.

3.1 Dans le 1^{er} courriel, le 13 février, la rédactrice se dit opposée à l'extension de la station.

Son opposition porte sur la crainte de plusieurs nuisances :

- a- *les jets enflammés et explosions* cités dans le dossier qui les décrit avec les moyens d'y parer,
- b- *les odeurs, les fuites de produits toxiques qui impacteraient les pavillons les plus proches situés sous le vent de la station*
- c- *Le fait que la station soit dans des périmètres classés (arcades de Buc, Porte de Jouy, Vallée de la Bièvre, Versailles)*
- d- *un impact circulation et bruit (D938, rue de la Garenne, rue de la division Leclerc).* Cette personne, au travers de l'augmentation de capacité prévue voit cette station fonctionner « *comme une station ordinaire susceptible d'alimenter des camions et de véhicules légers, en autres* ».

L'approvisionnement en hydrogène n'est pas ouvert à tous publics, on observe sur les postes de distribution qu'il faut être muni d'une carte spécifique.

Question 3 Point (d): Pourriez-vous apporter des précisions sur le trafic et ses nuisances liées à « la clientèle » de la station.

Autre points de l'observation :

Le point (a) rejoint la question 1 ; pour le point (b), l'hydrogène n'est pas répertorié comme un gaz ni toxique ni odorant, et sa légèreté (densité beaucoup plus faible que l'air) qui le fait s'élever rapidement dans l'air, ne me paraît pas de nature à impacter les habitations citées ; pour le point (c), la DRAC (ABF) a apporté un avis favorable au projet.

Souhaitez-vous apporter des précisions sur ces points ?

3.2 Courriel du 14 fév :

« Je me permets à l'occasion de cette consultation de rappeler que nous avons signalé plusieurs fois à la mairie des Loges-en-Josas des nuisances nocturnes dues au bruit du fonctionnement de compresseurs de la société d'Air Liquide. Ce problème n'est toujours pas réglé. Les nouvelles installations prévoient le fonctionnement de nouveaux compresseurs. Nous souhaitons que le problème actuel de nuisances soit considéré et réglé et que de nouvelles nuisances du même type ne s'y ajoutent pas »

Le dossier fait état d'émergences contenues dans les limites autorisées au voisinage immédiat de la station.

Question 3 : Pouvez-vous apportez des précisions sur ces incidences sonores nocturnes compte tenu de la distance des habitations les plus proches?

4. Communication auprès du responsable du projet (coordonnées dans l'avis d'enquête).

La ville de Buc demande à la sté ALFI de lui préciser le parcours des semi-remorques de livraison d'hydrogène. Informé de ce questionnement j'ai contacté l'adjoint au maire en charge de ce domaine, il m'a confirmé cette demande qui en même temps que l'expression d'un avis favorable pour l'extension de la station, a fait l'objet d'une délibération en conseil municipal

Pour avoir pratiqué les rues du centre-ville en matinée à l'heure d'ouverture des bureaux et des classes scolaires, j'ai pu constater les encombrements dus à la circulation de nombre de voitures et de bus se croisant dans la traversée de la commune par la RD 938. En cas de choix possible, ce parcours, à ces heures denses de la journée, n'apparaît pas idéal.

Question 4 :

La rotation de nouveaux semi-remorques va devenir hebdomadaire (vs mensuelle).

Quelles dispositions seraient possibles pour définir un itinéraire mieux adapté ?